



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration liminaire de la FSU 12 à la

FSSSCT du 30 juin 2026 de 14h à 18h20

Mme la Présidente
M. le Secrétaire Général
Mmes et Mrs les membres de la FSSSCT12

Tout d'abord, nous déplorons, qu'une fois de plus, notre instance se déroule aussi tardivement dans l'année scolaire, à 3 jours des vacances d'été. Nous comprenons aisément, Mme la Présidente, vos impératifs calendaires mais il est regrettable que la FSSSCT en fasse les frais à nouveau cette année. Nous espérons donc que lors de la prochaine année scolaire une date de repli puisse être proposée pour chaque instance FSSSCT.

30, 32, 35... degrés !!! Ce sont les températures relevées par nos collègues dans leur classe durant au moins 3 semaines dont une en mai. Ces conditions ont des conséquences directes sur les personnels : fatigue, maux de tête, jambes gonflées.... Qu'attend notre gouvernement pour prendre réellement des mesures qui s'imposent ?!! Nous continuons de fonctionner avec des mesurette (possibilité donnée aux maires d'inciter les familles à ne pas mettre leurs enfants à l'école, possibilité aux personnels vulnérables de se faire connaître, il est conseillé de se réfugier dans une pièce plus fraîche quand c'est possible...). Une fois que les personnels vulnérables se seront fait connaître, que va-t-il se passer ? On leur permettra d'être en ASA avec traitement ? Les enseignant.es, -AESH et AED dans cette situation seront ils remplacé.es ? Les collègues doivent-elles maintenir leur sortie de fin d'année ? Si un personnel voit l'école de ses enfants fermée, a-t-il la possibilité de se mettre en ASA pour les garder ?

La FSU demande un cadre national afin de répondre à toutes ces questions.

Face aux répercussions du changement climatique toujours plus prégnantes, la question de l'inadaptation du bâti des services publics, et particulièrement celui de l'École, est une urgence.

La FSU rappelle et défend le rôle central des services publics pour garantir des conditions de travail respectueuses des personnels, tout en protégeant les populations qu'elle accueille.

L'Alliance Écologique et Sociale, dont est membre la FSU, dans son rapport intitulé "l'École bien dans ses murs" de septembre 2025, rappelle que la rénovation des écoles et des établissements scolaires est non seulement une nécessité écologique mais aussi un puissant levier d'éducation et de prise de conscience collective face aux défis climatiques. Investir dans la rénovation des écoles, c'est protéger la santé et les conditions de travail des élèves et des personnels, réduire les inégalités territoriales, mais aussi atténuer l'empreinte écologique de l'Éducation nationale. C'est offrir aux générations futures un cadre protecteur et participer, par des actions concrètes, à l'engagement de l'ensemble de la société face à l'urgence

écologique. Pour ce faire, l'État doit prendre ses responsabilités.

Sur le terrain, les personnels constatent chaque jour la dégradation de leurs conditions de travail et l'écart grandissant entre les annonces ministérielles et la réalité vécue dans les classes. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les moyens déployés pour l'accueil de toutes et tous les élèves. Des dispositifs ULIS sont saturés, des notifications en IME ou en ITEP restent sans effet faute de places tandis que les PIAL puis les PAS ont surtout organisé la gestion de la pénurie et la mutualisation des moyens. Le récent rapport conjoint de l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales) et de l'IGESR (Inspection Générale de l'Éducation, du Sport et de la Recherche) confirme l'ampleur de la crise actuelle. Il souligne les limites d'un modèle reposant essentiellement sur la compensation individuelle et pointe les besoins urgents en matière d'accessibilité pédagogique, de formation et de travail collectif. La FSU partage la nécessité de transformer l'école pour mieux prendre en compte la diversité des élèves. Mais cette évolution ne peut servir de prétexte à remettre en cause l'accompagnement humain ni à maintenir les AESH dans la précarité. Deuxième métier de l'Éducation nationale en nombre de personnels, les AESH subissent toujours des temps incomplets imposés, des salaires insuffisants et des conditions de travail dégradées, comme en témoignent les nombreux signalements au RSST.

Le ministère a ouvert, sous la pression des organisations syndicales, un cycle de concertations pour la création d'un corps de fonctionnaire d'AESH-mais il n'y a, à ce jour, aucune garantie sur l'arbitrage gouvernemental. Par ailleurs, la « fonctionnarisation » serait limitée à une minorité d'AESH, on parle de 20 % des collègues !

Pour la FSU, tout cela est inacceptable. L'accompagnement des élèves en situation de handicap constitue une mission pérenne du service public d'éducation. Elle nécessite des personnels formés, reconnus et stabilisés.

L'école inclusive ne peut se construire à moyens constants ni sur la précarité des personnels. La FSU demande un véritable plan d'urgence pour l'école inclusive, construit avec les personnels, les familles et les organisations syndicales. Il est urgent d'écouter enfin celles et ceux qui font vivre l'école inclusive au quotidien.

Concernant les RPS dans les signalements sur le RSST, la part des agressions et des conflits avec les parents d'élèves est croissante, elle nous inquiète et nous interroge sur les actions de prévention menées par l'employeur pour les faire diminuer.

De même, chaque année, le mouvement intra-départemental dans le 1^{er} degré génère du stress et de l'angoisse chez les PE qui sont dans l'obligation d'y participer car elles et ils ont subi une mesure de carte scolaire ou souhaitent y participer car leurs conditions de travail ne sont plus tenables. Les suppressions de postes, les postes « berceaux » pour les PES, les postes à profil... réduisent considérablement le choix de la mutation. Que penser lorsque tous les CPC d'une circonscription ou une partie d'entre-eux dans une autre circonscription quittent leur poste principalement pour repartir en classe ? On peut s'interroger sur leurs conditions de travail... Dans les établissements du second degré, le récurrent et toujours plus important détricotage des postes en multiples BMP (Blocs Moyens Provisoires) participe à une détérioration des conditions de travail des personnels. Comment peut-on penser que la situation soit acceptable lorsqu'un poste est partagé entre 2 établissements situés chacun à l'autre bout du département, ou encore qu'un personnel soit tenu d'exercer dans 3 établissements différents lorsque l'on connaît les difficultés de circulation qui caractérisent le réseau routier aveyronnais ? Sous couvert d'une baisse de la démographie, le ministère a clairement opté pour une réduction des

postes. Il a fait le choix de dégrader les conditions de travail des personnels.

La FSU vous a interpellée à nouveau toute l'année scolaire sur la santé, la sécurité et les conditions de travail de l'ensemble des personnels. Elle continuera d'agir à tous les niveaux pour contraindre notre ministère à ne pas déroger à la législation du travail en ces domaines et mettre en œuvre les actions de prévention des risques professionnels, les actions d'information et de formation, et la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Cela passe, par exemple, par l'accès direct aux RSST pour les membres de l'instance, que nous demandons depuis plus d'un an, ou bien l'obtention des réponses aux avis votés en instances dans le délai des deux mois impartis par la législation.